

ESPAGNE

La reprise devrait s'affermir progressivement au cours des deux prochaines années. La consommation privée sera soutenue par l'amélioration du marché du travail et un regain de confiance. L'investissement se redressera à la faveur d'une embellie des perspectives. À l'exportation, les résultats continueront de s'améliorer grâce aux gains de compétitivité. Le taux de chômage devrait reculer peu à peu à mesure que la reprise s'accélérera, mais il restera élevé tout au long de la période considérée. L'excédent de capacités continuera de limiter la hausse des salaires et de maintenir l'inflation à un niveau très bas.

Pour stopper et, à terme, inverser l'augmentation de la dette publique en proportion du PIB, le gouvernement doit atteindre les objectifs budgétaires qu'il a définis à moyen terme. Pour accélérer la baisse du chômage, il convient en priorité d'améliorer les services publics de l'emploi et la formation des chômeurs. L'Espagne pourrait accroître son potentiel de croissance à moyen terme en redoublant d'efforts pour améliorer la qualité de l'innovation, renforcer la compétitivité et faciliter la création et le développement des entreprises.

La reprise se poursuit

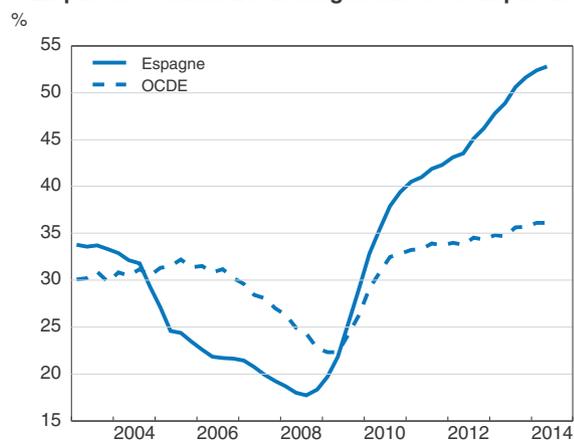
La croissance s'est maintenue au taux (annualisé) de 2 % durant le second semestre 2014. La consommation privée a compensé le ralentissement des exportations, ce qui a abouti à une légère réduction de l'excédent de la balance courante. La croissance de l'emploi est plus dynamique que prévu, mais l'inflation reste très faible du fait du large volant de ressources économiques encore inutilisées et des pressions à la baisse sur les salaires qui persistent sous l'effet d'un taux de chômage toujours supérieur à 24 % en 2014.

La dette publique reste orientée à la hausse

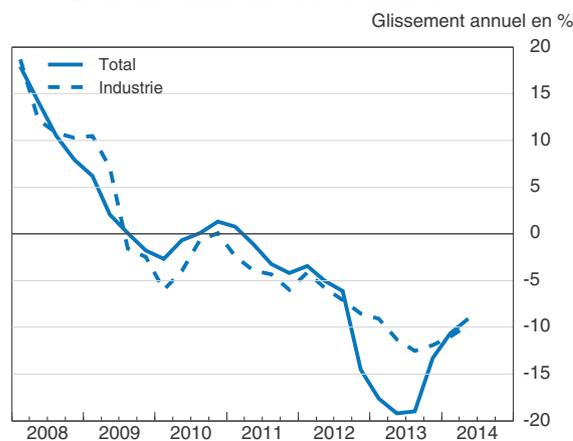
L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre, quoiqu'à un rythme plus lent. L'ampleur des déficits publics portera la dette publique

Espagne

La part des chômeurs de longue durée est importante¹



Le crédit commence à se stabiliser²



1. Le nombre de personnes au chômage depuis plus d'un an exprimé en pourcentage du nombre total de chômeurs.

2. Prêts des établissements de crédit pour financer les activités productives. Industrie hors construction.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'emploi et Banque d'Espagne.

Espagne : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 075.1	-2.1	-1.2	1.3	1.7	1.9
Consommation privée	622.6	-2.9	-2.3	2.1	1.9	1.7
Consommation publique	219.7	-3.7	-2.9	0.4	-1.1	-0.4
Formation brute de capital fixe	230.3	-8.1	-3.8	1.0	3.6	4.9
Demande intérieure finale	1 072.5	-4.2	-2.7	1.5	1.7	1.9
Variation des stocks ¹	5.3	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 077.8	-4.2	-2.7	1.6	1.6	1.9
Exportations de biens et services	309.6	1.2	4.3	3.5	4.9	5.4
Importations de biens et services	312.2	-6.3	-0.5	4.5	4.9	5.5
Exportations nettes ¹	- 2.6	2.2	1.4	-0.2	0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.2	0.7	0.1	0.5	0.7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	2.4	1.5	-0.1	0.1	0.5
Déflateur de la consommation privée	—	2.4	0.9	0.1	0.4	0.5
Taux de chômage	—	24.8	26.1	24.5	23.1	21.9
Taux d'épargne nette des ménages ²	—	4.4	4.7	4.3	4.2	4.2
Solde des administrations publiques ^{3,4}	—	-10.3	-6.8	-5.5	-4.4	-3.3
Dette brute des administrations publiques ⁵	—	105.2	126.2	130.8	133.6	135.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	84.4	92.1	96.7	99.5	100.9
Balance des opérations courantes ³	—	-0.3	1.4	0.7	0.8	0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

4. Le déficit public espagnol en 2012 et 2013 comprend des dépenses exceptionnelles de recapitalisation des banques à hauteur de 3.8 % et 0.5% du PIB respectivement.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173355>

au-delà de 100 % du PIB. Afin de placer la dette publique sur une trajectoire descendante, le gouvernement devrait s'en tenir à son programme d'assainissement à moyen terme et continuer de renforcer le cadre budgétaire. Parallèlement, il devrait laisser les stabilisateurs automatiques jouer leur rôle afin d'éviter le cercle vicieux de l'austérité budgétaire et de l'atonie de la croissance. Le gouvernement devrait surveiller étroitement la mise en œuvre des mesures d'amélioration de l'efficacité du secteur public et les effets des baisses d'impôts prévues sur les recettes fiscales. Des mesures compensatoires devraient en outre être prêtes pour faire face aux écarts possibles par rapport aux objectifs budgétaires sous-jacents.

La dynamique de l'emploi se renforce

La croissance de l'emploi devrait prendre de la vitesse et le chômage reculer progressivement. Toutefois, la situation devrait rester difficile sur le marché du travail, avec un chômage total toujours élevé, une très forte proportion de chômeurs de longue durée, un nombre élevé de jeunes inactifs et une part élevée du travail temporaire et du travail à temps partiel non choisi. Des mesures sont adoptées pour accroître l'efficacité

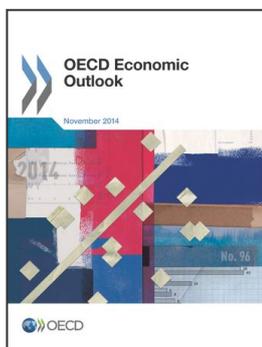
des politiques actives du marché du travail mais leur mise en œuvre à l'échelon régional est lente.

La croissance s'accélérala progressivement

La croissance devrait monter progressivement en puissance en 2015 et en 2016. Elle restera toutefois freinée par les mesures d'assainissement budgétaire qui s'imposent et des conditions de crédit restrictives. En matière de politique économique, le principal défi à relever consiste à parvenir à une croissance de la productivité et de l'emploi à la fois plus dynamique et plus durable. Pour ce faire, il convient de mettre en œuvre de manière exhaustive et efficace le programme de réformes structurelles et de redoubler d'efforts pour relever le niveau de compétences des chômeurs, encourager l'innovation et améliorer le climat des affaires, en vue de stimuler la concurrence et la compétitivité. Des changements supplémentaires pourraient être apportés au système fiscal afin de réduire le coût induit par l'emploi de travailleurs peu qualifiés.

Les risques sont orientés à la baisse

Les partenaires commerciaux du pays, en particulier dans la zone euro, pourraient connaître une croissance inférieure aux prévisions. Compte tenu de l'ampleur de sa dette publique, l'Espagne est vulnérable face à une nouvelle montée des tensions sur les marchés de capitaux. La nécessité de réduire l'endettement élevé du secteur privé pourrait peser plus que prévu sur la demande intérieure. À l'inverse, des progrès dans ce domaine pourraient favoriser une hausse supérieure aux attentes de la consommation et de l'investissement. La poursuite de l'amélioration des conditions financières et un impact supérieur aux prévisions des réformes récentes, notamment dans le domaine fiscal, pourraient donner un coup de fouet supplémentaire à la demande intérieure. L'accroissement de la compétitivité en termes de coûts pourrait se traduire par une croissance des exportations supérieure aux prévisions.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-40-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.